

Le renforcement des tendances autoritaires dans les sociétés capitalistes avancées constitue assurément l'un des faits politiques majeurs de notre temps. Cette coordonnée centrale de la situation politique nationale, européenne et mondiale, a d'ailleurs été saisie par le récent mouvement, en France, contre la loi travail et son monde, qui a noué solidement les questions sociale et démocratique.

Mais l'actuelle poussée d'autoritarisme renvoie moins à des facteurs strictement conjoncturels qu'à une transformation durable des formes politiques de la domination bourgeoise. Les centres du pouvoir capitaliste ne parvenant pas, par les moyens ordinaires de la démocratie parlementaire, à surmonter les contradictions du capitalisme dans sa configuration néolibérale, une période s'est ouverte de régression structurelle des droits démocratiques et sociaux conquis par le mouvement ouvrier au XXe siècle.

Ce texte d'[Ugo Palheta](#) figure dans le [numéro 31](#) de la revue Contretemps, qui vient de paraître.

Le capitalisme n'a jamais été démocratique en lui-même, même au sens - tronqué et hypocrite - de la démocratie libérale ou parlementaire. Rien dans ses structures fondamentales n'impose l'existence d'un gouvernement représentatif, du suffrage universel, des libertés civiques, et encore moins de droits sociaux limitant un tant soit peu l'exploitation, sans même parler d'une démocratie conçue selon son étymologie comme *pouvoir populaire*[\[1\]](#).

Au contraire, le capitalisme n'a jamais cessé d'être profondément autoritaire et anti-démocratique. Ce qui a pu varier au cours de son histoire, ce ne fut jamais la présence ou non de l'arbitraire et de la violence - logés au cœur même du mode de production capitaliste sous la forme de ce que Marx nommait le « despotisme d'usine », ou plus largement de la subordination des travailleurs aux propriétaires capitalistes -, mais le degré d'arbitraire du Capital et le niveau de violence de l'État capitaliste vis-à-vis des salariés mais aussi des petits paysans, dont on sait avec quelle brutalité ils furent (et sont) expropriés. Qu'on relise s'il est besoin les pages consacrées à l'accumulation primitive dans le livre 1 du Capital.

Il faut ajouter à cela que la construction de la démocratie libérale, en France particulièrement, s'est payée de l'assujettissement colonial et s'est fondée sur un pacte national/racial, vouant les peuples colonisés à l'exclusion de tout droit politique et à un traitement d'exception qui persiste en partie, sous des formes certes moins visibles, pour leurs descendants vivant en France, dont il s'agit d'écraser en permanence la capacité politique autonome[\[2\]](#).

On ne saurait donc craindre que le capitalisme *devienne* autoritaire, car il l'a toujours été. Mieux, le capitalisme porte en lui l'autoritarisme - sous des formes variées (dictatures militaires, régimes fascistes, bonapartismes, etc.) - comme la nuée porte l'orage. Là encore, la France a pour particularité de vivre, depuis le coup d'État gaullien de 1958, sous un régime que l'on peut qualifier d'*État fort* dans la mesure où les tendances autoritaires lui sont inhérentes, marginalisant dès l'origine les structures parlementaires classiques[\[3\]](#).

L'hypothèse formulée par le politiste Colin Crouch, selon laquelle les sociétés capitalistes avancées seraient entrées dans l'ère de la « post-démocratie »[\[4\]](#), a le défaut de reposer sur une vision largement fétichisée de la période antérieure à l'offensive néolibérale (les si

mal nommées « Trente glorieuses »), considérée comme une sorte d'âge d'or démocratique et social. Or, non seulement cette période ne fut qu'une parenthèse dans l'histoire longue du capitalisme, mais qui oserait dire à ceux et celles qui trimaient dans les usines ou sur les chantiers, aux ouvriers agricoles et aux OS immigrés, aux syndicalistes ouvriers et aux militants anticolonialistes, que dans ces années l'exploitation était plus douce, l'arbitraire patronal moindre et l'État bienveillant à l'égard des luttes des exploités et des opprimés ?

Peut-on affirmer pour autant qu'il n'y a « rien de neuf sous le soleil » ? Les structures politiques du capitalisme demeureraient invariablement autoritaires derrière le vernis de la démocratie libérale ? Nullement. Mais les transformations de ces structures suivent la pente des rapports de force entre les classes et entre les nations, eux-mêmes évoluant au gré des luttes et de leur issue, mais aussi de la capacité des classes dirigeantes à intégrer politiquement des franges significatives des classes subalternes en construisant ainsi des blocs de pouvoir hégémoniques, mais aussi à mater les résistances des peuples du Sud global.

Plus profondément, la transition que Crouch décrit comme un passage de la démocratie à la « post-démocratie » devrait donc plutôt être comprise comme l'effet d'une vaste défaite des classes ouvrières et de la plupart des nations opprimées face à l'offensive menée par les bourgeoisies à partir des années 1970, mais aussi – car les rapports de forces ne sont pas strictement conjoncturels – comme un processus de soustraction de fonctions économiques et sociales décisives, la politique monétaire par exemple, à toute forme de contrôle populaire (même indirecte ou déformée par le parlementarisme), contribuant à l'avènement progressif d'un « pur capitalisme »[5].

De ce point de vue, la loi travail imposée en France est l'épisode le plus récent, mais certainement pas le dernier, d'un processus visant à rétablir une autorité patronale pleine et entière en rognant tous les espaces d'intervention, d'organisation et d'autonomie conquis par les travailleurs. Ce n'est donc pas simplement sur le plan des libertés fondamentales, du respect du suffrage universel ou de la représentation parlementaire que s'affirment les logiques anti-démocratiques mais aussi, et en bonne partie, sur les lieux de travail.

Stéphane Beaud et Michel Pialoux avaient donné à voir dès 1999, dans leur *Retour sur la condition ouvrière*, les formes précises de cette offensive au niveau de l'entreprise elle-même, à partir du cas de l'industrie automobile et du site de PSA à Sochaux-Montbéliard[6]. Ils montraient notamment comment les restructurations – passant par la sous-traitance en cascade, les transformations managériales, etc. – avaient essentiellement pour enjeu de faire reculer, jusqu'à l'écrasement, toutes les formes de contre-pouvoir ouvrier. D'autres ont montré la violence de la répression antisyndicale dans les entreprises, qui s'articule avec la montée des dispositifs de domestication résumés sous l'appellation orwellienne de « dialogue social »[7].

L'autre plan sur lequel se déploie cette offensive est évidemment celui du racisme, en particulier sous la triple forme de [l'islamophobie](#), du [quadrille répressif des quartiers populaires](#) et de la répression des migrant.e.s. Intimement connectée à la poussée autoritaire et stimulée par les succès électoraux de l'extrême droite, c'est une politique ségrégationniste qui se met progressivement en place depuis une quinzaine d'années, en s'autorisant de cette figure par excellence de l'ennemi intérieur qu'est le musulman, construit et combattu comme corps étranger à la nation française – et par extension à l'Occident – mais surtout comme menace permanente dont la présence justifierait tous les reculs démocratiques[8].

Une accélération autoritaire en France

Si la question démocratique est devenue centrale en France, c'est que les tendances autoritaires, intrinsèques au capitalisme, s'y sont renforcées puissamment au cours des dix dernières années, la présidence d'Hollande n'ayant fait de ce point de vue que prolonger l'héritage sécuritaire de Sarkozy, avec une évidente accélération au cours de la dernière année[9]. Il vaut la peine, pour s'en convaincre, d'offrir une description succincte de cette trajectoire autoritaire, qui s'inscrit dans l'histoire longue de la Ve République française - l'un des régimes les plus éloignés des standards de la démocratie libérale, parmi l'ensemble des sociétés capitalistes avancées - sans pour autant s'y réduire.

Le gouvernement ne disposant pas d'une majorité à l'Assemblée nationale pour plusieurs projets (dont la loi travail), il a ainsi été contraint d'user plusieurs fois du 49-3, une procédure qui marginalise ostensiblement la démocratie parlementaire. Hollande et Valls ont en outre imposé un régime d'état d'urgence depuis novembre dernier, décidant de l'étendre à nouveau pour trois mois après la tuerie de Nice ; cela alors même qu'il ne s'agissait pas d'une attaque terroriste planifiée et préparée minutieusement par Daesh, et que l'inefficacité de l'état d'urgence vient justement d'être démontrée de la manière la plus dramatique. Le gouvernement ne se contente pas de vouloir constitutionnaliser l'état d'urgence ; il œuvre méticuleusement à son institutionnalisation par l'empilement de lois antiterroristes (pas moins d'une quinzaine depuis 1986[10]), et toute une série de dispositions liberticides[11].

L'une des conséquences concrètes de l'état d'urgence, dans l'année qui vient de s'écouler, ce sont les centaines d'assignations à résidence et de perquisitions, contournant l'institution judiciaire et ciblant en particulier des musulmans et des habitants de quartiers populaires mais aussi, plus marginalement, des militants écologistes, syndicalistes, antiracistes et anticapitalistes. Cette progression inquiétante de l'arbitraire policier s'est également traduite par la brutalité de la répression qui s'est abattue sur les migrants, notamment depuis l'été 2015, mais aussi sur la mobilisation contre la loi travail, à un niveau jamais atteint depuis au moins une vingtaine d'années en France.

On ne comprendrait rien à l'hostilité croissante et radicale de nombre de manifestants vis-à-vis des forces de l'ordre - bien marquée par la popularisation au fil des semaines du slogan « tout le monde déteste la police » - sans prendre au sérieux l'usage systématique des matraquages, des « passages » et des interventions brutales de la BAC au sein même des cortèges, sans oublier l'indifférence politico-médiatique et l'impunité judiciaire dont bénéficient les violences policières.

Mais la crise de la démocratie libérale s'est exprimée aussi ces dernières années à travers la suspension à plusieurs reprises de la liberté de manifester, en particulier contre les manifestations de solidarité avec le peuple de Gaza subissant une énième agression meurtrière israélienne lors de l'été 2014, qui s'inscrit plus largement dans une criminalisation à l'échelle internationale du mouvement de solidarité avec la Palestine (notamment BDS). Il faut se souvenir que, lors de la manifestation interdite du 19 juillet 2014 à Barbès, mais tenue, la gauche et le mouvement syndical avaient été aux abonnés absents ; parmi les organisations politiques « traditionnelles », seuls le NPA et Ensemble appelaient à la manifestation et étaient présentes aux côtés d'organisations antiracistes et anti-impérialistes (PIR, PYM, etc.) et des milliers de personnes, majoritairement issues de

l'immigration postcoloniale, venues marquer leur solidarité avec le peuple palestinien et leur révolte face à la complicité du gouvernement français.

Quelques mois après avoir interdit les manifestations pour la justice climatique qui devaient se tenir à l'automne 2015 durant la COP21, le gouvernement a de nouveau tenté d'interdire une manifestation, cette fois syndicale, contre la loi travail. Devant le scandale que cette tentative a provoqué, y compris parmi ses soutiens politiques et médiatiques, Hollande et Valls ont dû faire machine arrière mais ont néanmoins contraint les opposants à la loi travail à une parodie de manifestation le 23 juin. Le fait que ce gouvernement ait pu envisager d'interdire une manifestation syndicale – appelée par la CGT, FO, Solidaires, la FSU, l'UNEF, l'UNL et la FIDL – en dit long à la fois sur la dérive droite du PS et sur la profondeur de la crise politique. Rappelons qu'aucune manifestation syndicale n'a été interdite en France depuis celle de 1962 contre la guerre d'Algérie, au cours de laquelle neuf manifestants, dont huit militants de la CGT, furent tués par la police.

Il apparaît de manière de plus en plus claire que le gouvernement a utilisé les attaques terroristes de novembre dernier pour imposer un agenda autoritaire sur lequel convergent les principaux partis français : PS, LR ou encore l'UDI (sans même parler ici du FN). Cet agenda est partagé par les classes dirigeantes des puissances occidentales et a été mis en œuvre à des rythmes différents selon les pays, plus précisément selon les rapports de force politiques sociaux qui les caractérisent, en particulier depuis le 11 septembre 2001. Dans un nouvel exemple de « stratégie du choc »[\[12\]](#), il s'agit bien de profiter de la sidération provoquée par les attentats pour renforcer les capacités d'action, réactive mais surtout préventive, des appareils répressifs d'État, en visant des populations spécifiques : musulmans, rroms, migrants, habitants des quartiers populaires, et militants – syndicalistes, écologistes, antifascistes, et plus largement de la gauche radicale.

Quand les bourgeoisies démantèlent la « démocratie bourgeoise »[\[13\]](#)

On ne saurait pourtant s'en tenir à diagnostiquer une poussée autoritaire en France au cours de la dernière année. Ce qui s'est joué dans les derniers mois actualise – dans le contexte particulier de la société et de la politique françaises – une crise de la démocratie libérale, à l'œuvre depuis de nombreuses années dans l'ensemble des sociétés capitalistes avancées mais aussi dans les puissances dites « émergentes »[\[14\]](#). Dès les années 1970, la Commission Trilatérale, un des multiples organes de réflexion et de discussion dont dispose la bourgeoisie à l'échelle internationale, s'était emparée à sa façon de cette question de la démocratie.

Dans un rapport publié en 1975[\[15\]](#), les auteurs – Samuel Huntington (devenu célèbre depuis grâce à la thèse du « choc des civilisations », qui a légitimé les interventions guerrières dans la dernière période), Michel Crozier (sociologue français apprécié des élites néolibérales, notamment pour son pamphlet *La société bloquée*) et Joji Watanuki – s'inquiétaient de la « gouvernabilité » et des « excès » de la démocratie. Pour y faire face, ils plaidaient en faveur d'institutions politiques placées aussi loin que possible de toute forme de contrôle populaire. Considérés comme volatile et trop peu sensibles aux prétendues « nécessités » économiques, les peuples et le suffrage universel devaient être enserrés dans la cage d'acier d'institutions dévolues autant que possible à l'accumulation du capital.

Il n'est évidemment pas question ici d'envisager la Trilatérale comme l'auteur (bien peu) dissimulé d'un complot contre la démocratie et contre les peuples, mais de comprendre que l'agenda de « dé-démocratisation » [16] mis en œuvre à partir de la fin des années 1970 ne vient pas de nulle part : ajusté à des transformations structurelles, il procède de réflexions intellectuelles au sein des classes dominantes et de décisions politiques et, pour transformer les structures politiques des États capitalistes, il lui a fallu gagner l'adhésion des gouvernements, donc des principales forces politiques. Or, force est de constater qu'aussi bien des forces associées à la gauche qu'à la droite – donc l'« extrême centre », pour reprendre une formule de Tariq Ali englobant le centre-droit et le centre-gauche [17] – ont concouru à ce tournant autoritaire.

Trois séries de transformations structurelles ont contribué à la crise de la démocratie libérale dont nous faisons actuellement l'expérience, renvoyant en chaque cas à des décisions politiques dont il ne serait pas si compliqué de déterminer les auteurs et les circonstances précises pour chaque pays :

- La première tient de manière assez évidente dans la mondialisation néolibérale qui, en donnant un pouvoir de plus en plus important à un acteur spécifique, la finance capitaliste, a modifié les rapports de force entre classes dominantes et classes dominées, mais également entre fractions des classes dominantes.

L'une des caractéristiques centrales de la finance dérégulée et globalisée tient dans le fait qu'elle tend à échapper à toute forme de contrôle politique démocratique. Elle est d'ailleurs devenue si puissante qu'elle peut, par la voix d'institutions ventriloques – la Banque centrale européenne, mais aussi le FMI, l'OMC ou la Banque mondiale, qui constituent autant de centres du pouvoir capitaliste, articulés aux États-nations – imposer très directement les politiques publiques qui lui sont favorables, en particulier en exerçant une forme de chantage à l'investissement ou, comme dans le cas de la Grèce, au financement d'États à la limite de la cessation de paiement. Rien de très neuf à dire vrai : ce type de chantage a toujours constitué l'une des armes principales dans les mains de la classe capitaliste.

Mais on oublie souvent que des acteurs identifiables – en particulier des gouvernements – et des actes précis – la loi Bérégovoy de 1986 par exemple – ont permis de libérer la finance des contraintes qui l'enserraient depuis l'après-guerre, notamment pour instaurer la liberté de circulation pour les capitaux, à l'échelle européenne mais également mondiale, élevant dramatiquement le niveau de concurrence entre travailleurs et entre États, favorisant un dumping social et fiscal sans limites. La crise financière n'a rien changé à l'affaire de ce point de vue car il n'y a pas de demi-mesure : ou l'on s'affronte à la finance capitaliste, autrement dit on s'attaque à ses structures fondamentales (en particulier par la socialisation du système bancaire), ou l'on en viendra nécessairement à se conformer, plus ou moins rapidement, à l'ensemble de ses exigences.

- La seconde transformation est liée à la précédente, mais dispose d'une autonomie relative et d'une trajectoire historique qui lui est propre : il s'agit des processus d'intégration régionale des économies capitalistes, en particulier le projet le plus avancé qui n'est autre que l'Union européenne (UE).

Depuis les années 1980, l'UE n'a pas été construite simplement comme un libre marché dans lequel doit régner une « concurrence libre et non faussée » (comme le projet de Constitution européenne, rédigée notamment par l'ex-Président de la République française Valéry Giscard-d'Estaing, visait à l'inscrire dans le marbre [18]). Elle a été bâtie également

comme un proto-État – dominé par des instances non-élues (Commission européenne et Banque centrale européenne mais aussi lobbys[19]) – qui ne se substitue pas aux États-nations, du moins pour l'instant, mais s'y articule[20]. À force de délégations de la part des gouvernements nationaux, ce proto-État en est venu à disposer d'une force contraignante, notamment à travers ses cours de justice mais surtout via l'instrument monétaire.

L'exemple grec de la première moitié de l'année 2015 a montré, s'il le fallait encore, qu'au sein de l'UE, un gouvernement élu ne saurait appliquer une politique économique n'ayant pas le soutien des gouvernements des principales puissances européennes (l'Allemagne et secondairement la France), mais aussi de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne (BCE) ou encore du Fonds monétaire international (FMI), ces dernières étant organiquement liées (et soumises) au capital financier. Il faut encore se souvenir de la manière dont le vote des populations françaises et néerlandaises contre le traité de constitution européenne (TCE) en 2005 a été effacé d'un trait de plume via l'imposition par voie parlementaire du traité de Lisbonne, qui ne différait du TCE que par son ordre interne, de l'aveu même de Giscard. Ajoutons que lorsque le peuple irlandais a voté contre ce nouveau traité, l'oligarchie européenne l'a contraint à revoter jusqu'à obtenir une réponse plus conforme à ses intérêts.

– Le troisième facteur structurel renvoie à un processus de long-terme de transformation des États capitalistes, aboutissant à ce que Nicos Poulantzas avait nommé « étatisme autoritaire », marquant selon lui « le déclin de la démocratie »[21].

Les mécanismes traditionnels du parlementarisme bourgeois ont commencé à être marginalisés il y a longtemps, avant même la construction de l'Union européenne et la mondialisation capitaliste. En France, le gaullisme et la Ve République ont constitué une nouvelle manière d'organiser la domination politique de la bourgeoisie et de construire son hégémonie, marginalisant les organes parlementaires au profit d'autres instances, élues ou non : le pouvoir exécutif, avec cette innovation datant de 1962 qu'a constitué l'élection au suffrage universel du Président de la République ; et l'administration d'État, devenue « le parti politique réel de l'ensemble de la bourgeoisie » et contrôlée via les cabinets ministériels par les sommets des partis (PS ou LR), eux-mêmes intégrés – organiquement et conjointement – aux milieux d'affaire et aux institutions d'État.

Capitalisme et démocratie à l'âge néolibéral

À prendre au sérieux ces trois transformations structurelles, on comprend aisément que la principale menace auxquelles font face les démocraties libérales n'est pas l'« individualisme » (lui-même étant le produit de l'individualisation concurrentielle sous contrainte patronale et étatique) ou la passivité des populations[22], comme le postulent nombre d'intellectuels conservateurs (suivant en cela la vision pessimiste que développait déjà un Tocqueville), mais la bourgeoisie elle-même ! À tel point qu'un de ses porte-parole les plus assidus et serviles a pu affirmer en mars dernier :

« Comme il serait plaisant de gouverner s'il n'y avait pas ce satané peuple français ! Sans lui, notre pays serait depuis longtemps un pays de cocagne, avec une économie dynamique et un taux de chômage proche de zéro, comme chez nos voisins. [...] La France n'est pas aidée, mais elle ne s'aide pas non plus. Si son peuple n'est pas à la hauteur, peut-elle au moins en changer ? »[23].

Marx rappelait, dans *Les luttes de classes en France* [24], que la bourgeoisie ne s'en remet au suffrage universel et au régime constitutionnel que dans la stricte mesure où ils assurent la reproduction de l'ordre capitaliste et ne menacent en rien son règne :

« La domination bourgeoise en tant qu'émanation et résultat du suffrage universel, en tant qu'expression de la volonté du peuple souverain, voilà le sens de la Constitution bourgeoise. Mais à partir du moment où le contenu de ce droit de suffrage, de cette volonté souveraine n'est plus la domination bourgeoise, la Constitution a-t-elle encore un sens ? N'est-ce pas le devoir de la bourgeoisie de réglementer le droit de vote de telle façon qu'il veuille le raisonnable, sa domination ? ».

Quelle meilleure illustration de cette conception instrumentale de la démocratie que la manière dont l' « extrême centre » et les institutions politiques – nationales et européennes – se sont assis sur le vote des populations française et néerlandaise en 2005 ?

En d'autres termes, dès lors que la démocratie – même corsetée par la domination capitaliste, limitée par l'ampleur des inégalités et appauvrie par la faiblesse du pluralisme médiatique – devient un obstacle sur la route de l'accumulation, sans même parler d'une réelle menace politique, la bourgeoisie cherchera à s'en passer ou à la contourner. La bourgeoisie n'a jamais craint de se débarrasser de la démocratie libérale – si celle-ci lui semblait incapable d'en finir avec la contestation – et d'user des moyens les plus criminels pour maintenir son pouvoir : que ce soit sous la forme d'une répression féroce (de la Commune de Paris à la révolution égyptienne), de dictatures militaires (comme dans le Chili de Pinochet ou la Grèce des colonels), ou de régimes fascistes (l'Italie et l'Allemagne de l'entre-deux-guerres, où l'on oublie trop souvent que ce sont les partis de droite, représentants politiques traditionnels des classes dominantes, qui ont livré le pouvoir à des forces fascistes minoritaires électoralement).

Dans la période actuelle, il apparaît de plus en plus évident que le capitalisme n'a nullement un besoin « naturel » de la démocratie, même sous sa forme strictement parlementaire ; c'est au contraire à une dérive autoritaire que nous assistons presque partout. À pousser le raisonnement, on pourrait même affirmer que le modèle chinois n'est nullement une exception dans le monde capitaliste contemporain, pas davantage qu'un simple renvoi à l'époque de l'accumulation primitive puis de la première révolution industrielle. Comme l'affirme Zizek, le cas chinois pourrait même être « un signe de l'avenir » [25] ; non pas tant le règne du parti unique, mais le contrôle policier et préventif des populations ainsi que la limitation drastique des libertés politiques et syndicales, d'organisation et d'expression (donc de manifestation).

C'est l'une des principales faiblesses des approches de Badiou ou du Comité invisible que d'effacer d'un trait de plume les contradictions possibles entre capitalisme et démocratie. Le premier dissout la démocratie dans le capitalisme (d'où l'invention de l'expression « capitalo-parlementaire ») ; les seconds, suivant Agamben, tendent à réduire la démocratie à une simple « technique de gouvernement » [26].

On trouve à la racine de ces approches réductrices une critique aristocratique de l' « homme démocratique », que Badiou doit à Platon et Agamben à Heidegger [27], mais aussi le postulat suivant : le suffrage universel, les libertés civiles et même les droits sociaux seraient essentiellement fonctionnels à la fabrique du consentement dans les

sociétés capitalistes. Du côté du Comité invisible (ou antérieurement de Tiqqun), le mouvement syndical et la gauche radicale n'apparaissent guère que comme les instruments d'un Pouvoir omniscient et omniprésent, en somme des composantes de l'Empire[28].

Dans ces conceptions, la démocratie se trouve ainsi réduite à une essence et l'histoire des luttes de classe semble n'avoir aucune place, ni ne laisser aucune trace : toute conquête, sociale ou démocratique, est assimilée à un nouveau mécanisme d' enrôlement des subalternes dans la machinerie capitaliste/démocratique, si bien qu'on comprend mal la politique actuelle des bourgeoisies : pourquoi les classes dirigeantes consacraient-elles tant d'efforts pour domestiquer le mouvement ouvrier (en jouant alternativement de la répression et de l'intégration), limiter les libertés civiles (en imposant l'état d'urgence) et contourner le suffrage universel (dont plusieurs exemples récents, ne serait-ce que le référendum en juillet 2015 en Grèce, ont montré qu'il pouvait ne pas se plier à leurs désirs), si tous ces éléments de la démocratie telle que nous la connaissons – c'est-à-dire sous une forme extrêmement limitée – étaient de purs rouages de la domination capitaliste ?

Seule la trajectoire historique des luttes de classe permet de comprendre ce qui se joue actuellement et, en particulier, de saisir la contre-révolution néolibérale comme une réponse du Capital à la vague de luttes – massives et radicales, sociales et politiques – qui a marqué les années 1970. Le néolibéralisme, conçu comme projet de classe et mis en œuvre à partir des années 1980, a ainsi eu des visées conjointes : la destruction de l'ensemble des droits sociaux et la réduction drastique – notamment par la construction d'institutions politiques aussi éloignées que possible de toute intervention des populations – des libertés politiques obtenues de haute lutte par le mouvement ouvrier au XXe siècle, mais aussi l'écrasement du moindre espace d'autonomie conquis par les salariés sur leurs lieux de travail, marquant le refus du despotisme patronal.

Les tendances autoritaires à l'œuvre actuellement dérivent ainsi de l' « instabilité hégémonique »[29] que la mise en œuvre de l'agenda néolibéral n'a pas manqué de susciter dans certains pays, notamment en France, c'est-à-dire de l'incapacité de la classe dirigeante à obtenir le consentement actif des populations à ce projet.

Une crise de représentation politique ?

Malheureusement, cette crise d'hégémonie est trop souvent ramenée par les commentateurs politiques, et par certains segments de la gauche radicale, à une disjonction entre l'offre et la demande électorales, autrement dit à la version simpliste d'une crise de représentation politique. Il arrive même qu'elle soit perçue comme le symptôme d'une corruption des élites politiques, recodant ainsi sur un plan moral – donc dépolitisant – la crise politique à laquelle nous faisons face.

Ces interprétations sommaires mais répandues de la crise de la démocratie libérale ont donné une force certaine au récit *populiste* (au sens de Laclau[30]), diffusé notamment par Podemos et ses principales figures politiques et intellectuelles, Pablo Iglesias et Iñigo Errejón. Ces derniers, comme le Parti de gauche (PG) et Jean-Luc Mélenchon en France, ont bâti leur discours politique dans la période récente sur l'idée simple – et juste à un tel niveau de généralité – qu' « ils [les membres de l'élite politique] ne nous représentent pas ».

Mais ce slogan – et l'imaginaire qui lui est associé – charrient trop souvent une solution illusoire : l'émergence de nouveaux leaders, plus moraux, et de figures charismatiques mieux capables, non simplement d'incarner le peuple, mais à travers eux de le *construire* comme acteur politique en s'érigeant au-dessus des mouvements sociaux et des organisations politiques. Il s'agirait de relativiser, sinon de dépasser, le clivage gauche/droite en construisant un discours performatif établissant des « chaînes d'équivalence » entre des demandes non-satisfaites, et cristallisant des « signifiants flottants », afin de redessiner les frontières politiques et les clivages sociaux à partir d'une opposition entre le « peuple », un « nous » volontairement ambigu et indéfini, et la « caste » (ou le « système »)[31].

On pourrait trouver dans la campagne Sanders pour l'investiture démocrate aux élections présidentielles états-uniennes, un autre exemple de cette conception morale de la crise démocratique et de sa résolution, dont l'issue – la capitulation de Sanders devant Clinton et l'appareil du Parti démocrate – dit beaucoup des limites d'une telle démarche politique (même si la campagne Sanders aura sans doute des effets positifs pour la gauche états-unienne dans l'avenir).

L'un des défauts essentiels de la démarche défendue par ces courants, dans leur diversité, est qu'elle repose sur une fausse évidence : l'exercice du pouvoir politique permettant seul d'impulser un changement social d'ampleur, les institutions politiques – et partant les élections – constitueraient le champ de bataille central pour la gauche radicale, et plus profondément l'unique *locus* de la politique d'émancipation. Pablo Iglesias a d'ailleurs affirmé [dans un discours récent](#) :

« Nous avons appris à Madrid et à Valence que les choses se changent à partir des institutions. Cette idiotie que nous disions quand nous étions d'extrême gauche, que les choses changent dans la rue et non dans les institutions, c'est un mensonge »[32].

Le processus – complexe, chaotique et multiforme – de rupture politique et de transformation sociale se trouve alors réduit à la conquête du pouvoir politique ou du moins des « institutions », conçues comme un instrument neutre dont les classes subalternes n'auraient qu'à s'emparer pour changer la société[33]. Le rôle des batailles électorales ou de la politique institutionnelle dans la cristallisation d'une alternative politique anticapitaliste soulève sans doute des problèmes difficiles. Mais affirmer que « *les choses se changent à partir des institutions* » – autrement dit de l'Etat capitaliste existant – revient à se situer d'emblée et une fois pour toutes sur le terrain de l'adversaire et à s'inscrire dans sa temporalité, donc à s'ôter la seule possibilité de modifier les règles du jeu et le temps politique par la construction et l'intensification de luttes populaires de très grande ampleur.

Cette conception relève de ce que Marx nommait l'« illusion politique », reposant sur une série de fausses équivalences entre le pouvoir politique, le pouvoir d'Etat et le pouvoir tout court. Comme l'ont montré maintes expériences de gauche au XXe siècle, contrôler les leviers du pouvoir politique ne signifie pas, en régime capitaliste, dominer l'Etat (bourgeois), et encore moins disposer du « pouvoir »[34]. Qu'on repense, exemple parmi tant d'autres, à l'arrivée au pouvoir de Syriza en Grèce en janvier 2015, et notamment aux déclarations de Varoufakis concernant les blocages systématiques dans le ministère qu'il « dirigeait ». En outre, une telle politique électoraliste ouvre la voie à un opportunisme qui ne peut qu'aller croissant à mesure que l'on s'approche du pouvoir tant convoité, tout

devenant bon pour accéder aux leviers étatiques au nom, et à place, du « peuple » que l'on prétend incarner.

Même si elle peut s'appuyer sur des irruptions populaires (telles que le 15-M), la politique « populiste » – telle qu'élaborée par Laclau – condamne ainsi à une démarche par en haut, préoccupée presque uniquement par la « communication sociale » en vue de capter des parts de marché dans l' « opinion publique », dominée voire monopolisée par des « leaders d'opinion », et par conséquent aveugle aux luttes sociales à travers lesquelles les classes subalternes peuvent se constituer en acteur politique autonome.

Cette orientation tire une bonne partie de son succès, non simplement du recul de ces luttes à partir de la deuxième moitié des années 1970, mais aussi du rôle croissant des médias dans le jeu politique, avec ses conséquences en chaîne : accélération du temps politique et soumission à l'agenda électoral, règne des « petits phrases », relégation des mobilisations sociales au dernier plan, mépris pour la délibération collective et la construction patiente d'organisations, etc. Il peut être grisant de prétendre, à coup d'interventions médiatiques, « refaire » les identités collectives et « recréer » de nouvelles frontières politiques ; il n'est pas sûr pourtant que les subalternes y aient grand-chose à gagner : plutôt qu'une « démocratie réelle », la domination des logiques médiatiques et électorales fait craindre une dépossession politique toujours plus profonde, au profit de porte-parole – et d'élus – autonomisés mais aussi de leurs conseillers en communication.

Pour des raisons que l'on a précisées plus haut, la crise de la démocratie libérale est donc irréductible à une simple crise d'offre électorale, ce qui n'efface nullement le problème central de l'absence d'une représentation politique du prolétariat et de l'ensemble des subalternes. L'offensive autoritaire n'est pas non plus une réponse immédiate à la montée de luttes sociales et d'une conscience anticapitaliste ; au regard de la violence des attaques et de l'ampleur des reculs imposés, on n'observe d'ailleurs dans la plupart des pays occidentaux, si l'on prend un peu de champ historique, qu'une faible polarisation politique.

Une telle offensive exprime essentiellement une crise des États capitalistes tels qu'ils se sont construits aux XIXe et XXe siècles, dans les conditions et sous des formes propres à chaque société. L'enjeu politique actuel, pour les classes dirigeantes, se situe donc au niveau des structures mêmes de ces États à l'âge néolibéral, en l'occurrence dans leur capacité – affaiblie – à assurer conjointement la poursuite de l'accumulation capitaliste, la reproduction harmonieuse des rapports sociaux, la légitimation idéologique de la domination bourgeoise et l'intégration politique de larges segments du salariat. Si les formes traditionnelles de la démocratie libérale sont mises en cause, c'est qu'elles apparaissent de moins en moins fonctionnelles à la bourgeoisie elle-même – par l'intermédiaire de ses représentants politiques, avec lesquels elle entretient des rapports qui ne sont pas de simple reflet^[35] – pour continuer à organiser sa domination politique, sans qu'elle soit parvenue à trouver une solution alternative et stable.

Crise démocratique et politique de l'opprimé

Qu'opposer à cette transformation réactionnaire des sociétés capitalistes, qui rend encore plus difficile pour des millions de personnes, non seulement d'imaginer un avenir post-capitaliste, mais de s'organiser et de lutter pour leurs intérêts et droits les plus fondamentaux ?

La réponse de la direction actuelle de Podemos revient à plaider en faveur d'une « reconquête de la démocratie », d'une « radicalisation de la démocratie », ou d'une lutte pour démocratiser ou « disputer » la démocratie (pour reprendre une formule d'Iglesias). On comprend sans peine l'effet de séduction que peuvent produire de tels mots d'ordre, face à l'agenda de « dé-démocratisation » impitoyablement mis en œuvre par les classes dominantes depuis plus d'une trentaine d'années et, plus immédiatement, face à l'offensive autoritaire du gouvernement de François Hollande et Manuel Valls. Mais au-delà des déclarations d'intention qui peuplent les discours par temps d'élection, que signifient concrètement ces appels à reconquérir la démocratie ? Qu'appelle-t-on « disputer la démocratie » ? Comment une telle politique s'incarne-t-elle en acte(s) ?

Plusieurs problèmes surgissent immanquablement. Le plus tenace tient dans la continuité que cette conception postule entre, d'une part, la démocratie libérale et, d'autre part, la « démocratie réelle » qu'appelaient de leurs vœux les insurgés du 15-M dans l'État espagnol, ou la « vraie démocratie » qu'avait évoqué le jeune Marx. La première constituerait le dernier mot de l'histoire en matière d'organisation politique, et c'est son usage par une classe politique corrompue – la « caste » – qui serait en cause, aboutissant à la crise politique que les sociétés capitalistes connaissent actuellement. « Disputer », « reconquérir » et « radicaliser » cette démocratie – par l'intermédiaire d'un chef charismatique incarnant le peuple (et le faisant ainsi exister politiquement) –, ce n'est donc nullement briser les conditions sociales qui favorisent la scission entre État politique et société civile, et engendrent ainsi une politique séparée de la vie commune, donc aliénée et fétichisée.

Nul étonnement dès lors à voir la direction de Podemos adopter, d'une manière de plus en plus visible, une vision et une pratique *in fine* très étroite de la politique d'émancipation, ramenée à la lutte électorale, à la communication sociale et aux effets de manche médiatiques. À ne pas voir que la « démocratie » se dédouble nécessairement en deux types de processus et d'institutions bien distincts, dont le conflit paraît à terme inévitable, à refuser l'idée même que la démocratie capitaliste implique la domination bourgeoise quand une démocratie socialiste supposerait l'absence de toute domination de classe, on en vient presque nécessairement à s'adapter aux formes bourgeoises de la politique, à promouvoir une politique déconnectée des luttes menées quotidiennement par les exploités et les opprimés, et ainsi à se rendre sourd au « mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses » (Marx et Engels).

On peut donc douter fortement que l'appel à « disputer » – ou même à « radicaliser » – *la démocratie*, puisse constituer une réponse solide au tournant autoritaire que connaissent actuellement les sociétés capitalistes, sous l'égide de classes dirigeantes cherchant à transformer radicalement le régime d'accumulation du capital. Paradoxalement, cela pourrait justifier une forme d'adaptation à l'État capitaliste, bien loin des insurrections démocratiques qu'ont constitué les mouvements d'occupation de places depuis 2011. L'un des principaux défis pour la gauche radicale devrait au contraire consister à imaginer, et surtout à renforcer activement, une « politique de l'opprimé ». Daniel Bensaïd entendait par là une pratique politique autonome des subalternes, de tous ceux et toutes celles qui se trouvent structurellement exclu·e·s du champ politique, de l'État au sens politique, en somme une capacité d'action collective irréductible à la politique d'État ou à une politique visant la conquête du pouvoir d'État.

Si cette politique de l'opprimé n'est jamais inexistante, si elle s'exprime de manière souvent invisible et souterraine à travers une multitude d'actes de contestation, elle n'apparaît en pleine lumière que dans des contextes spécifiques, en particulier au cours

des processus révolutionnaires lorsque s'observe « une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées » [36]. D'où l'insistance de Daniel Bensaïd, tout au long de sa vie, sur les situations de « crise révolutionnaire » ou, plus largement, sur les moments de bifurcation historique où le champ des possibles peut s'élargir rapidement, et se refermer non moins brutalement si l'occasion n'est pas saisie. Encore faut-il reconnaître le fait simple et amplement illustré par l'histoire des mobilisations, révoltes et révolutions, mais nié – implicitement ou explicitement – par les leaders de Podemos, que les subalternes peuvent exister politiquement par leurs propres moyens, à travers les mouvements, organisations et institutions politiques qu'ils bâtissent au cours même de leurs luttes.

Au cours des quinze dernières années, des luttes populaires massives – et parfois d'authentiques soulèvements – ont éclaté dans de nombreux pays (à tel point qu'il serait fastidieux de les énumérer toutes, du monde arabe au Burkina-Faso en passant par la Grèce, l'État espagnol, la Bolivie, l'Argentine, la Turquie, l'Iran, l'Afrique du Sud, etc.). Il est vrai que ces mouvements ont généralement limité leurs objectifs à des aspects particuliers du monde capitaliste et ont souvent été défaits – quoique certains aient pu l'emporter sur des questions spécifiques ou contribuer à améliorer le sort de certaines couches exploitées ou opprimées. Mais contrairement à ce que suggère le pessimisme ambiant, prompt à se muer en esprit de défaite, la période actuelle nous livre quantité d'exemples de cette *politique de l'opprimé*, qui a été capable de soulever une multitude de questions cruciales (inégalités de richesse, dictature de la finance, destruction de l'environnement, etc.).

La politique d'émancipation ne peut se déployer qu'à partir de la capacité des exploités et des opprimés, jamais totalement broyée par la machinerie étatique ou dissoute dans le fétichisme de la marchandise, à enrayé développer une politique qui leur est propre [37]. Cette insistance sur la pratique politique autonome des subalternes n'implique pas de se satisfaire d'un simple appel à se maintenir « à distance de l'État » (Badiou là encore), ou encore de succomber à l'illusion d'un horizontalisme pur, selon lequel on pourrait se passer de toute forme de délégation, de tout moment de centralisation ou de toute représentation politique [38], dans la contestation du monde capitaliste comme dans le processus de transition entre capitalisme et communisme.

Nous avons au contraire un besoin impérieux de repenser le rôle possible des médiations organisationnelles et politiques – syndicats et partis, conseils de travailleurs et comités de lutte, assemblées populaires de quartier et commissions d'habitants, mais aussi « front unique » et « gouvernement des travailleurs » (dans le langage stratégique des 3^e et 4^e congrès de l'Internationale communiste) – à travers lesquelles les dépossédés peuvent exister politiquement, en tant que classe, et disputer l'hégémonie aux possédants. Il resterait également à examiner les formes et le statut de la politique démocratique dans la société communiste, permettant d'envisager le dépassement de la séparation entre économique et politique, qui a généralement été pensé dans la tradition marxiste sous la forme d'un dépérissement de l'État mais aussi de la politique elle-même [39].

Aucune défense de la démocratie – dans un sens un tant soit peu exigeant du terme, autrement dit non simplement comme respect d'une série de libertés civiques mais comme *pouvoir du peuple* – ne saurait être conséquente si elle refuse d'inscrire ses exigences et son action dans une perspective anticapitaliste, visant le renversement du pouvoir politique bourgeois et la socialisation des moyens de production, d'échange et d'information. Mais

cette hypothèse a un revers prometteur : la lutte contre les poussées autoritaires et racistes pourrait porter une dynamique anticapitaliste, si du moins elle se trouve fécondée par des mouvements prenant les problèmes à leur racine, à savoir l'appropriation capitaliste du monde et le règne des logiques marchandes sur tous les aspects de la vie des individus. Ainsi l'aspiration à une « démocratie réelle » pourrait-elle, à cette condition, ne pas rester vaine.

Notes

[1] Sur ce point, voir : E. Meiksins Wood, *Democracy Against Capitalism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

[2] Voir : S. Khiari, *La Contre-révolution coloniale en France. De de Gaulle à Sarkozy*, Paris, La Fabrique, 2009.

[3] Voir : J.-M. Brohm et al., *Le gaullisme, et après ? Etat fort et fascisation*, Paris, Maspéro, 1974.

[4] C. Crouch, *Post-démocratie*, Éditions Diaphanes, Zurich, 2013.

[5] M. Husson, *Un pur capitalisme*, Lausanne, Page-deux, 2007.

[6] S. Beaud et M. Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière*, Paris, Fayard, 1999.

[7] E. Pénissat (coord.), « Réprimer et domestiquer. Stratégies patronales », *Revue Agone*, 2013, n°50.

[8] Sur cette connexion intime entre autoritarisme et racisme, voir : A. Brossat, « [Ce pire qui nous inspire](#) », août 2016. Voir également : M. Rigouste, *La Domination policière*, Paris, La Fabrique, 2012.

[9] Voir : Stathis Kouvelakis, « [What's next for Nuit Debout ?](#) », *Jacobin*, 16 mai 2016.

[10] Voir [la liste](#) publiée dans le *Monde diplomatique* en février 2015.

[11] Qu'on pense à la loi relative au renseignement promulguée en juillet 2015, renforçant l'appareil de surveillance déjà existant ; un amendement vient d'ailleurs d'être votée qui permet de « mettre sous surveillance l'ensemble des données de communication », non plus seulement des 11 700 personnes « fichées S », mais aussi de leur « entourage », donc potentiellement des centaines de milliers de personne. Voir [l'analyse de la Quadrature du net](#).

[12] N. Klein, *La Stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*, Paris, Actes Sud, 2008.

[13] Notons que l'expression « démocratie bourgeoise » est éminemment contestable dans la mesure où elle mêle des droits et libertés qui furent effectivement conquis par la bourgeoisie, alors en position de « classe montante » contestant le pouvoir des classes dominantes traditionnelles, et d'autres qui ont été conquis par les classes ouvrières et les mouvements progressistes – féministe, antiraciste, LGBT – contre les résistances farouches de leurs bourgeoisies (du suffrage universel aux libertés d'organisation et de réunion en

[14] Le dernier exemple en date devant être cherché dans l'instrumentalisation par le président turc, Erdoğan, de la tentative du coup d'État militaire, afin de purger l'armée mais aussi la justice et l'université de toute opposition. Voir : E. Öngün, « [Turquie : autopsie d'un double coup d'État](#) », *Contretemps*, août 2016.

[15] Que l'on peut consulter ici : http://trilateral.org/download/doc/crisis_of_democracy.pdf.

[16] Voir : Wendy Brown, *Les Habits neufs de la politique. Néolibéralisme et néoconservatisme*, Paris, Prairies ordinaires, 2007.

[17] T. Ali, *The Extreme Centre: A Warning*, Londres, Verso, 2015.

[18] Si le Traité de Lisbonne n'a pas repris la formule, tant celle-ci avait fait polémique durant la campagne référendaire en France, il est clair que l'esprit de cette « concurrence libre et non faussée » est présent partout et que le traité en question est construit autour du dogme de la concurrence et des mille vertus que les néolibéraux lui attribuent.

[19] Sur le rôle des instances de lobbying dans le cadre de l'Union européenne, voir : S. Laurens, *Les Courtiers du capitalisme*, Marseille, Agone 2015.

[20] Voir : C. Durand (coord.), *En finir avec l'Europe*, Paris, La Fabrique,

[21] Voir : Nicos Poulantzas, *L'État, le pouvoir et le socialisme*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2013.

[22] Ayant le sentiment qu'ils sont privés de tout pouvoir, de nombreux citoyens peuvent effectivement devenir passifs. Mais on doit rappeler que cette passivité a été construite politiquement, non simplement par des discours (le fameux « il n'y a pas d'alternative » de Thatcher, repris sur tous les tons depuis trente ans par le chœur des éditorialistes, intellectuels médiatiques et journalistes dominants), mais à travers la construction d'institutions rendant de plus en plus opaques les prises de décision et en raison de la disparition de toute différence significative entre gouvernements « de droite » et gouvernements « de gauche ».

[23] F.-O. Giesbert, « Le cauchemar de Tocqueville », *Le Point*, 10 mars 2016.

[24] K. Marx, *Les Luttes de classes en France*, Paris, Editions sociales, 1974, p. 152-153.

[25] G. Agamben, A. Badiou et al., *Démocratie, dans quel état ?*, Paris, La Fabrique, 2009, p. 131.

[26] Jacques Rancière écrit ainsi : « On a vu resurgir les vieux discours, Cohn-Bendit en première ligne disant que c'est la démocratie qui a amené Hitler, etc. Plus les positions quasi dominantes chez ceux qu'on appelle les intellectuels, pour qui la démocratie, c'est le règne de l'individu consommateur formaté, c'est la médiocratie... des positions qu'on retrouve depuis la droite jusqu'à l'extrême gauche, disons depuis Finkielkraut jusqu'à *Tiqqun* ! », *Ibid.*, p. 96.

[27] Dans les deux cas, cette critique est justiciable de la contre-critique dévastatrice proposée par Rancière dans *La Haine de la démocratie*.

[28] Voir : U. Palheta, « Les influences visibles du Comité invisible », *La Revue du Crieur*, juin 2016, n°4.

[29] Voir : S. Kouvélakis, *La France en révolte. Luttés sociales et cycles politiques*, Paris, Textuel, 2007.

[30] E. Laclau, *La Raison populiste*, Paris, Le Seuil, 2008.

[31] Il n'est nullement anodin que le livre d'entretien entre le dirigeant de Podemos Iñigo Errejón et la théoricienne Chantal Mouffe, s'intitule « Construire le peuple » (*Construir pueblo*). Cf. I. Errejón et C. Mouffe, *Construir pueblo*, Barcelone, Icaria, 2015.

[32] Voir : <https://www.youtube.com/watch?v=henT99-53nc>.

[33] On sait combien Marx a bataillé contre cette vision instrumentaliste de l'État, notamment dans *La guerre civile en France* ; Lénine ne faisant de ce point de vue, dans *L'État et la révolution*, que rappeler les socialistes de son temps à cette vérité qu'on n'use pas impunément d'un État structurellement voué à favoriser l'accumulation du capital et la reproduction des rapports sociaux capitalistes.

[34] Voir également le livre, classique et excellent, de Ralph Miliband : *L'État dans la société capitaliste. Analyse du système de pouvoir occidental*, Bruxelles, Éditions de l'université de Bruxelles, 2012.

[35] Voir : I. Garo : « [Représentation et politique chez Marx. La Commune de Paris comme invention démocratique](#) ».

[36] L. Trotsky, *Histoire de la révolution russe*, tome 1, Paris, Seuil, « Points », 1995, p. 34.

[37] Voir également : S. Kouvélakis, « Marx et la forme politique », in J.-N. Ducange et I. Garo, *Marx politique*, Paris, La Dispute, 2015.

[38] Pour une réfutation des illusions de l'horizontalisme pur, voir : F. Lordon, *Imperium*, Paris, La Fabrique, 2015.

[39] Sur les problèmes théoriques et pratiques que pose cette perspective, voir : H. Maler, « [Communisme sans État ou démocratie sans domination ? Retour critique sur le dépérissement de l'État](#) », *Contretemps*, mai 2016. Voir également : A. Artous, *Marx, l'État et la politique*, Paris, Syllepse, 1999 ; E. Mandel, « [Démocratie socialiste et dictature du prolétariat](#) ».